

SUD Aérien, SUD Emploi PACA, SUD RTM, SUD Culture, SUD STMicro, SUD Santé Sociaux, SUD Recherche EPST, SUD-Rail PACA, SUD FPA, SUD ISM, SUD Formation Professionnelle, SUD Etudiant, SUD BT, SUD Education, SUD INSEE, UNIRS, SUD Travail Affaires Sociales, SUD Canon, SUD-PTT, SDACAP/SUD CAM, Solidaires Météo, SUD CCRF, SUD Collectivités Territoriales, SNJ 13, Solidaires Industrie, SUD France 3, Solidaires Finances Publiques, Solidaires Douanes, SUD-Solidaires Veolia Propreté, SUD-Solidaires Proxiserve Veolia Habitat Services, Solidaires Informatique, SUD-Solidaires Urbaser (ex ISS Environnement), SUD RDT 13, Solidaires Sud Moteurs, SUD Transgourmet, SUD Sécurité Marseille-Provence, SUD-Solidaires Dipta, SUD Polycéo (ex Derichebourg), SUD Truffaut, SUD Autobus Aixois, SUD Isopro Sécurité, SUD Eiffage, SUD Tour de Valt, SUD Kéolis, SUD Grands Garages de Provence Peugeot ...

Union
syndicale
Solidaires

Bouches du Rhône

29, bd Longchamp - 13001 – Marseille / 04 91 91 90 53

solidaires.13@orange.fr / www.solidaires13.net

Pour un 1^{er} mai de luttes !

Depuis plusieurs semaines, de nombreuses luttes se développent : à la SNCF, Air France, Carrefour, La Poste, dans les facultés et dans l'éducation en général, dans les hôpitaux, les EPHAD, les Finances publiques, chez les retraité-e-s... ■ Chacune de ces luttes porte ses propres revendications : défense des services publics, défense de l'emploi, des statuts, lutte contre la précarité, pour l'amélioration des salaires, des conditions de travail, des pensions ■ Toutes ont un socle commun, celui de défendre des droits collectifs face à une minorité – gouvernementale ou patronale – qui a décidé de les détruire au nom de la rentabilité, et des profits pour une minorité.

Ils détruisent nos vies : **Arrêtons-les !**

Le gouvernement Macron est une véritable entreprise de démolition de notre modèle social. La méthode poursuivie est simple : il s'agit de stigmatiser ce que l'on veut abattre, puis de mener une attaque brutale et rapide, et enfin de passer à une autre « cible ».

Cette méthode de guerre économique - habillée de « modernité » et de « besoin de réformes » par les communicants - vise à produire de la sidération et de la résignation chez celles et ceux qui subissent ces attaques.

En menant cette offensive généralisée contre les droits du travail, contre les garanties et aides sociales, contre les services publics, le gouvernement prend cependant un risque : celui de voir des solidarités se tisser entre celles et ceux qui sont attaqué-e-s, cette « coagulation » à laquelle Macron ne veut pas croire. D'autant qu'il est désormais de plus en plus clair que sa politique est entièrement en faveur des détenteurs du capital et qu'elle méprise celles et ceux « qui ne sont rien ».

Construisons la riposte sociale !

Face à ce rouleau compresseur libéral, toutes les luttes qui se développent sont une bonne nouvelle pour toutes et tous. Elles sont la seule solution pour s'opposer à la violence sociale, déployée par ce gouvernement qui n'hésite pas à recourir à la violence tout court avec les Zadistes de Notre Dame des Landes ou encore les étudiant-e-s dans leurs facultés. Dans la suite des grèves

menées par les cheminot-e-s, les postiers, les étudiant-e-s..., il est essentiel que les luttes se construisent, dans tous les secteurs, chez les jeunes, les chômeurs/euses, les retraité-e-s.

Si l'unité syndicale est indispensable, il ne semble pas souhaitable d'attendre un appel unitaire national pour généraliser la grève. Ce mouvement de riposte sociale c'est à chacun de nous de le construire, syndiqué-e-s ou non, dans nos entreprises, nos services, nos facultés, nos lycées, tous les secteurs du public et du privé, en cherchant à faire converger ces luttes à travers des assemblées générales, des actions communes.

Ensemble tout est possible !

Les manifestations et les grèves du 19 avril appelées par la CGT et l'Union syndicale Solidaires ont constitué une étape vers une nécessaire convergence des luttes. Après cette journée de mobilisation, nous devons unir nos forces dans un front commun.

Là où la grève est lancée, le mouvement doit s'amplifier sur la base des revendications défendues par les grévistes. Là où la grève n'est pas encore une réalité, elle doit mobiliser toutes celles et tous ceux qui ont envie de stopper cette régression sociale généralisée. L'élan de solidarité active et financière avec les cheminot-e-s ou les postier-e-s est un réel soutien. Mais pour être encore plus efficace, ce soutien doit se transformer en généralisation de la grève et de la contestation.

Les mobilisations de 24h sous forme de grèves ou de manifestations ne feront pas plier le gouvernement Macron. Ce qu'il faut pour gagner, c'est une grève massive reconduite par celles et ceux qui la font.

Le 1^{er} mai 2018 sera une nouvelle étape importante dans la construction de ce mouvement. Si cette manifestation peut parfois avoir l'image d'un simple défilé de protestation, il est de notre responsabilité à chacun-e d'en faire cette année quelque chose de radicalement différent : un appui réel pour les luttes en cours et un appel à généraliser ces luttes partout.

Face au rapport de force imposé par le gouvernement, chacun-e ne pourra pas gagner seul-e dans son coin. C'est maintenant, le 1^{er} mai, le 2 mai, le 3 mai... ensemble que nous devons construire ce rapport de force pour :

- ➔ **Défendre nos biens communs : les services publics**
- ➔ **Imposer un autre partage des richesses en faveur de celles et ceux qui produisent ces richesses**
- ➔ **Affirmer le modèle social et solidaire que nous voulons pour vivre ensemble.**

**Le 1^{er} mai 2018, affirmons nos revendications,
notre colère et notre détermination :**

MANIFESTONS

RDV à Marseille au Vieux Port à 10h30